

<https://helda.helsinki.fi>

Sur la route de Rome : les négociations préalables du Statut de la Cour pénale internationale

Tallgren, Immi

Pedone

2019

Tallgren, I & Buchet, A 2019, Sur la route de Rome : les négociations préalables à
l'adoption du Statut de la Cour pénale internationale . in Statut de Rome
internationale : Commentaire article par article . 2nd edn , vol. I , Pedone , Paris , pp.
275-298 .

<http://hdl.handle.net/10138/311889>

publishedVersion

Downloaded from Helda, University of Helsinki institutional repository.

This is an electronic reprint of the original article.

This reprint may differ from the original in pagination and typographic detail.

Please cite the original version.

Tome

I

&

Tome

II

Deuxième édition

Sous la direction de
Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU
et Muriel UBÉDA-SAILLARD

Coordinatrice éditoriale
Manon DOSEN

Statut
de
ROME
de la
Cour pénale
internationale

Commentaire article par article

EDITIONS A. PEDONE

SUR LA ROUTE DE ROME : LES NÉGOCIATIONS PRÉALABLES À L'ADOPTION DU STATUT DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

L'objet du présent article est de décrire et d'analyser le processus ayant abouti le 17 juillet 1998 à l'adoption du Statut de la Cour pénale internationale, à l'issue de la conférence diplomatique de Rome. A cette fin, nous évoquerons en premier lieu quelques-unes des étapes qui conduisirent la communauté internationale à se doter d'une juridiction pénale internationale permanente*. Une fois posés ces repères chronologiques, nous analyserons plus en détail les enjeux des négociations, puis nous esquisserons le portrait de ses acteurs, qu'ils aient vêtu l'armure immaculée des défenseurs de la CPI ou la sombre cuirasse de ses contempteurs. Nous chercherons enfin, dans ce récit mouvementé, quelques enseignements généraux, tant pour l'histoire de la justice pénale internationale que pour l'avenir, proche ou lointain, de la Cour qui officie à La Haye depuis le 1^{er} juillet 2002.

I. CHRONIQUE D'UN STATUT ANNONCÉ : QUELQUES REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'histoire de la justice pénale internationale connaît une brusque accélération. Comme en 1918, les vainqueurs de 1945 s'emparent de la morale universelle pour bâtir les fondations du système répressif qui doit clouer les grands criminels allemands et japonais au pilori des nations civilisées. Nés de l'ambiguïté inhérente à tout projet judiciaire conçu postérieurement à un conflit armé, les Tribunaux militaires de Nuremberg et Tokyo n'en demeurent pas moins les deux premiers piliers du temple de la justice pénale internationale. Leurs jugements valent moins pour les condamnations qu'ils prononcent que pour certains principes de droit qu'ils imposent avec force contre la culture de l'impunité, comme l'établissement de la responsabilité pénale en droit international, ou l'inopposabilité des ordres hiérarchiques ou des immunités face à la gravité de certains crimes.

La période qui suit l'après-guerre est à la fois riche et décevante. Les conventions se multiplient¹ mais la mise en place d'une juridiction pénale permanente reste dans les

* Notre texte s'appuie sur des sources variées ; notes et souvenirs personnels, documents officiels de l'ONU et de nombreux textes publiés au cours des dernières années, tous répertoriés *infra* en bibliographie.

¹ Les citer toutes serait fastidieux ; mentionnons simplement celles qui firent explicitement référence à la mise en place d'une juridiction pénale permanente : la Convention de 1948 sur la prévention et la répression du crime de génocide, ainsi que la Convention de 1973 sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

limbes, malgré les travaux conduits sous l'égide d'un comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies, établi dès 1950. Le droit international humanitaire souffre ainsi d'hémiplégie : la richesse des règles de fond – prévention et incrimination – se délite dans l'inefficacité des moyens de contrôle. Doit également être signalé, au début des années cinquante, le lancement des travaux de la Commission du droit international des Nations Unies sur la codification des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Plusieurs versions de cette œuvre de longue haleine seront adoptées par la CDI ; la dernière en date, en 1996, sera finalement « absorbée » par la négociation du Statut de la CPI.

Cette accumulation de traités et de projets ambitieux dissimule mal les divisions profondes de la communauté internationale. La Guerre froide interdit évidemment tout espoir d'avancée significative d'une justice universelle. On aurait tort, cependant, de mettre sur le dos du conflit Est-Ouest l'entière responsabilité de cette inertie, car au sein même des démocraties occidentales, certaines puissances ne cachent pas leurs réticences, voire leur hostilité, face aux avancées du droit international humanitaire. C'est le cas des Etats-Unis, mais aussi de la France, peu encline à ratifier des engagements dont elle estime qu'ils pourraient mettre en péril son autonomie militaire, et plus précisément sa stratégie de dissuasion nucléaire. Quant aux pays dits « non-alignés », ils se tiennent pour la plupart à l'écart de ces évolutions pour lesquelles ils ont le sentiment, à tort ou à raison, qu'elles sont un sous-produit de la toute-puissance d'anciennes nations colonisatrices. Ces lignes de fracture, longtemps occultées par le champ magnétique du rideau de fer, méritent d'être soulignées. Elles demeurent encore aujourd'hui le frein principal à l'universalité de la Cour.

A. Préludes

La chute du mur de Berlin provoque un effet d'aubaine. L'éclatement de l'empire soviétique et le retour dans le giron des démocraties des nations d'Europe centrale et orientale donnent des raisons d'espérer, sinon à l'avènement d'une solution rapide, du moins au déblocage de certaines impasses. C'est par les voies détournées d'un projet de tribunal international spécialement compétent pour le trafic de drogues, lancé en 1989 à l'initiative de Trinidad-et-Tobago, que la CDI se retrouve saisie du projet d'une juridiction couvrant l'ensemble des crimes internationaux.

Parallèlement à ce travail mené avec la prudence qui sied aux entreprises juridico-diplomatiques, survient la création, en peu de temps, de deux juridictions pénales *ad hoc*, l'une pour connaître des violations graves du droit international humanitaire commises depuis 1991 sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, l'autre pour juger les responsables des actes perpétrés au Rwanda au cours de l'année 1994. Rattrapés une fois encore par l'horreur de leur temps, les juristes interviennent après coup. Ils ne le font pas, cette fois, en suivant la cadence d'une marche militaire triomphale, mais interviennent sous l'égide d'un Conseil de sécurité décidé à agir vite et fort. La pièce maîtresse du système onusien impose ainsi sa loi à tous les membres de l'organisation et dote les Tribunaux *ad hoc* d'une légitimité politique et juridique sans précédent.

Les résolutions 827 et 955 précipitent le mouvement en avant du projet de juridiction permanente. Le texte élaboré par la CDI depuis le début des années quatre-vingt-dix est présenté une première fois en 1993, puis remanié et soumis l'année suivante dans sa version de projet définitif. C'est sur cette base que l'Assemblée générale des Nations Unies décide² de mettre en place un comité *ad hoc*, qui se réunira à deux reprises au cours de l'année 1995. Quelques 70 Etats membres des Nations Unies assistent aux réunions du comité *ad hoc*, en majorité des pays d'Europe. D'autres pays se distinguent également par une participation active aux premières négociations pour exprimer des réserves de principe sur le bien-fondé du projet (Chine, Inde, Japon).

Le mandat confié au comité *ad hoc* est d'examiner les principales questions soulevées par le projet de la CDI et de réfléchir aux mesures qu'il conviendrait de prendre pour convoquer une conférence internationale de plénipotentiaires. L'objectif est ambitieux mais prématuré ; les deux sessions de négociation mettent surtout en évidence les profondes divergences qui opposent les Etats, non seulement sur le contenu du projet, mais aussi sur sa faisabilité. Cependant, le mouvement est lancé et ne s'arrêtera plus. Une dynamique est née ; un groupe, aussi, voit le jour, et ceux qui sont présents à New York, en avril et en août 1995, seront aussi à Rome, trois ans plus tard, pour conclure le processus. Afin de poursuivre l'entreprise, l'Assemblée générale décide d'établir, lors de sa 50^e session, une commission préparatoire :

« pour examiner plus avant les principales questions de fond et d'ordre administratif que soulève le projet de Statut préparé par la Commission du droit international et, en prenant en considération les différentes vues exprimées durant les réunions du Comité, pour élaborer des textes, en vue de l'établissement d'un texte de synthèse largement acceptable pour une convention portant création d'une cour criminelle internationale qui constituerait la prochaine étape sur la voie de l'examen de la question par une conférence de plénipotentiaires »³.

Il devient évident, à ce stade, que le projet initial de la CDI doit être amendé et complété par de nouvelles dispositions portant sur des sujets non encore couverts, comme les principes généraux de droit pénal ou le mécanisme dit de « complémentarité », qui porte sur l'exercice concurrent des compétences de la Cour et des systèmes judiciaires nationaux. Les pionniers du comité *ad hoc* sont encore là, mais le groupe s'élargit au fur et à mesure que les Etats sentent que le projet prend forme – pour s'en réjouir ou s'en inquiéter. Le nombre d'Etats participant atteint vite la centaine. Le changement d'appellation et de mandat atteste que le projet entre dans une phase nouvelle. La commission préparatoire – que chacun désigne désormais sous son nom de code : « PrepCom » – disposera au total de six sessions pour aboutir, chacune des sessions s'étalant sur deux ou trois semaines. D'une durée initiale d'un an, son mandat est renouvelé à la fin de l'année 1996 ; l'échéance de ses travaux est fixée au mois d'avril 1998, afin qu'une conférence diplomatique puisse se tenir dans la foulée.

² Résolution 49/53 du 9 décembre 1994.

³ Résolution 50/46 du 11 décembre 1995.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

Sous la présidence d'Adriaan Bos (Pays-Bas), la PrepCom élabore les contours alambiqués et le relief accidenté du futur Statut de la CPI. Les positions s'affirment et se figent dans des propositions écrites toujours plus nombreuses et précises. La France marque les esprits en présentant en août 1996 un projet de Statut complet, un texte « alternatif » dont le contenu juridique est largement occulté par la brusquerie de la méthode du « pavé dans la mare » et la radicalité de certaines propositions relatives à la compétence de la Cour. La PrepCom s'efforce d'élaguer et de compiler, mais ne peut toujours éviter l'empilement et la surcharge. Malgré le travail remarquable d'Adriaan Bos et des diplomates chevronnés qui, sous son égide, dirigent les travaux dans différents groupes thématiques (définition des crimes, droit pénal général, enquêtes et poursuites, coopération, peines, *etc.*), la sédimentation fait son œuvre et le projet s'obscurcit. Certaines entorses à la transparence des travaux, dues aux méthodes de négociation qui favorisent l'éclatement du processus en de multiples sous-groupes, sont sévèrement critiquées dès la seconde session d'août 1996, notamment par la Chine, l'Algérie, le Cameroun et Singapour. La France, quant à elle, critique tout aussi vertement la tenue de réunions exclusivement en anglais, en particulier sur la coopération judiciaire. Les juristes de certains pays, peu à l'aise lorsqu'ils ne bénéficient pas de l'aide de l'interprétation simultanée, se sentent ainsi tenus à l'écart de négociations progressivement accaparées par des diplomates et des juristes de langue anglaise. Malgré ces difficultés, la patience et l'abnégation d'Adriaan Bos et de son équipe s'avèrent payantes pour certaines dispositions cruciales. Il en est ainsi, notamment, des articles consacrés au mécanisme dit de « complémentarité », qui sont examinés avec tellement de soin et d'ardeur qu'ils arriveront à Rome dans leur forme quasi définitive.

A bien des égards, les sessions de la PrepCom servent de répétition générale à la conférence diplomatique. Les acteurs se mettent en place et affinent leur rôle : les Etats concluent leurs alliances, les ONG s'infiltrant et les académiques imposent leur magistère moral. En marge des débats new-yorkais, se tiennent de multiples réunions intersessions informelles. A Syracuse, sous l'égide du regretté professeur Cherif Bassiouni, les pionniers du comité *ad hoc* se retrouvent régulièrement pour débattre sans se sentir entravés par le formalisme des sessions officielles. Les joutes verbales stériles cèdent naturellement le pas à la collusion des intelligences. Les juristes jadis vétilleux deviennent les architectes bienveillants de la justice pénale internationale ; ils déblaient le terrain et bâtissent les futurs compromis. Ce travail en amont permet un gain de temps et d'énergie dont le processus tire un bénéfice considérable. Il aboutit concrètement à l'introduction dans le projet de Statut de propositions déjà agréées à Syracuse et place ainsi de nombreuses délégations devant le fait accompli. Les exclus de Syracuse ont le sentiment, difficilement contestable, que le processus leur échappe. Loin des rivages ensoleillés de Sicile et des controverses entre juristes, les diplomates de haut rang se retrouvent à Zutphen, aux Pays-Bas, autour d'Adriaan Bos, au mois de janvier 1998, pour transformer l'assemblage disparate de la PrepCom en un texte consolidé. Ce texte remanié et retravaillé au cours de la sixième et dernière session de la PrepCom, en mars-avril 1998, devient le projet de Statut soumis à la conférence diplomatique. Elle se tiendra à Rome, du 15 juin au 17 juillet 1998.

B. Consécration

Les plénipotentiaires des 160 pays participants qui se retrouvent dans la capitale italienne savent par avance que leur début d'été sera studieux. Le texte dont la conférence est saisie est un document de 173 pages composé de 116 articles comportant tellement d'options possibles qu'environ 1500 mots se retrouvent « entre crochets ». Les « parenthèses carrées » (*square brackets*) deviennent très vite le symbole de cette négociation, mais aussi sa monnaie courante, que l'on place et déplace, que l'on échange parfois, contre d'autres parenthèses. Dans cette nouvelle géométrie, la conférence présente une structure pyramidale somme toute assez classique. Au sommet, la commission plénière, placée sous la présidence de Philip Kirsch (Canada), qui a remplacé Adriaan Bos, empêché par la maladie de poursuivre l'aventure. Le bureau de la conférence épaulé le président et traite non seulement des questions relatives à la conduite des travaux mais aussi des sujets politiques les plus épineux – pour simplifier, tout ce qui touche la compétence et l'exercice de la compétence de la Cour. Des groupes de travail se réunissent parallèlement à la commission plénière, afin de traiter des différents chapitres du Statut : droit pénal général, procédure, administration de la Cour, coopération, peines et exécution des peines. Ils font rapport à la commission plénière et présentent le fruit de leurs travaux au comité de rédaction qui, sous la direction de Cherif Bassiouni, s'efforce de maintenir une certaine cohérence juridique et terminologique entre les différents morceaux du traité en gestation.

La mécanique peine à s'enclencher. Les séances officielles de la commission plénière se déroulent de façon courtoise, malgré la lourdeur de plomb des discours prononcés, mais dans les salles et arrière-salles de négociation, les crochets s'épaississent et les mines s'allongent aussi vite que les séances de nuit. Après deux semaines de travail, l'enlèvement est perceptible. Si certains délégués suivent le processus depuis la mise en place du comité *ad hoc*, d'autres découvrent seulement le projet et ne manquent évidemment pas de rouvrir des questions qui semblaient avoir été réglées au cours des phases précédentes. Initiés et débutants entament ainsi un dialogue difficile et chaotique. Le bureau de la conférence décide alors d'avoir recours à la technique de la fragmentation exponentielle. Les groupes de travail se divisent en sous-groupes informels, eux-mêmes fractionnés et morcelés en autant de clubs éphémères et monolingues qu'il est nécessaire de constituer pour ficeler les compromis les plus acrobatiques. La moindre salle de réunion des bâtiments de la FAO qui abritent la conférence est réquisitionnée par les délégués chargés de concevoir au pas de charge toutes les pièces du puzzle.

Il faut s'arrêter un instant à cet aspect essentiel des négociations, car la fragmentation n'est pas neutre ; elle détermine les rapports de forces. La Conférence de Rome, dans ses deux dernières semaines décisives, n'appartient plus qu'aux délégations les plus fortes, celles qui sont en mesure de suivre en parallèle cinq ou six réunions et d'y contribuer activement, c'est-à-dire d'y être représentées par des experts capables de négocier de façon informelle, en anglais uniquement, et d'être relayées ensuite dans les structures officielles de la conférence. Dans cette course éperdue, nombreuses sont les délégations laissées sur le bas-côté de la route. C'est le cas des pays les plus modestes, qui ont parfois du mal à trouver les moyens nécessaires pour financer la

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

participation d'un ou deux représentants ; c'est le cas également des Etats qui n'ont pas les ressources humaines suffisantes pour suivre des débats très techniques sans bénéficier du secours de l'interprétation simultanée ; et c'est aussi le cas de certaines grandes puissances, comme le Japon, qui malgré l'expérience directe qu'il peut faire valoir dans ce contexte, et en dépit de sa participation très active aux phases préalables, au cours desquelles il s'était distingué par la production de propositions écrites très complètes sur les principes généraux du droit pénal ou la coopération judiciaire, est mis en difficulté par l'empressement et le caractère informel des négociations.

A cet instant précis de la conférence, la « mosaïque délicate » évoquée par le préambule du Statut est en morceaux et seuls quelques élus omniscients conservent une vue d'ensemble du processus en cours. Le patchwork commence toutefois à prendre forme le 15 juillet, lorsque la commission plénière approuve 111 des 128 articles que le Statut contiendra *in fine*. Mais cette première partie du texte, pour imposante qu'elle soit en termes juridiques et techniques, n'est pas le morceau de choix. Il reste encore, dans les dernières heures de la conférence, à trouver un accord sur la seconde partie, composée des dispositions les plus sensibles, sur la définition des crimes, la compétence, le déclenchement des enquêtes et des poursuites, le rôle du Procureur et celui du Conseil de sécurité. C'est finalement à deux heures du matin, le vendredi 17 juillet 1998, que le bureau de la conférence présente son « paquet global » dans les six langues officielles. L'heure tourne et la conférence doit trouver une issue avant minuit. La commission plénière va se réunir en début de soirée pour approuver le compromis final, mais sait qu'elle va faire face à l'opposition frontale de certains Etats, au premier rang desquels les Etats-Unis, désireux de rouvrir certaines dispositions et d'empêcher ainsi la conclusion d'un accord. Les Etats pilotes (le groupe dit des « *like minded* », sur lequel nous reviendrons ultérieurement) se réunissent en urgence et préparent leur riposte. Ils conviennent que l'un d'entre eux s'opposera aux demandes d'amendement en soutenant une motion de « non-action ». Les rôles sont répartis et écrits à l'avance : la Norvège présentera les motions, d'autres « *like minded* » lui apporteront leur soutien, puis Philip Kirsch décidera de passer au vote de la commission plénière.

Le scénario fonctionne comme prévu. Deux propositions d'amendements sont présentées ; l'une par l'Inde, l'autre par les Etats-Unis. Toutes deux font l'objet d'une motion de « non-action » très largement approuvée par la commission plénière⁴. Le rejet de l'ultime tentative de veto libère les tensions maintes fois poussées à leur extrême au cours des dernières heures de la conférence et déclenche une interminable séance d'applaudissements que les délégués américains ont pu certainement interpréter comme le plus cinglant désaveu de leur stratégie. Les participants se souviendront longtemps de l'euphorie incontrôlable de cette *standing ovation*, peu fréquente dans de pareilles circonstances ; nul n'a oublié les larmes

⁴ Motion de non-action contre la proposition de l'Inde : 114 pour, 16 contre et 20 abstentions. Motion de non-action contre la proposition des Etats-Unis : 113 pour, 17 contre et 25 abstentions. *Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations unies sur la création d'une cour pénale internationale*, Documents officiels, A/CONF.183/13, Vol. II, « Comptes rendus analytiques des séances plénières et des séances de la commission plénière », pp. 397-399.

abondantes des pionniers du comité *ad hoc*, ni le sourire embarrassé de Philip Kirsch. D'autres scénettes, furtives mais éloquentes, marquent la mémoire des témoins, telle l'attitude de la délégation française qui reste longtemps froidement assise et qui ne daigne se joindre à l'ovation qu'au passage d'une caméra indiscreète.

Les travaux sont brièvement ajournés et chacun s'attend à une dernière séance de la commission plénière « pour la forme ». C'est sans compter la persévérance des Etats-Unis, qui demandent l'organisation d'un vote final. Celui-ci confirme les précédents : 120 délégations votent en faveur de l'adoption du Statut, 7 votent contre, 21 s'abstiennent. Après la catharsis et ses torrents d'émotions, de frustrations et de dépit, place nette est enfin faite pour le ballet diplomatique final. Une cérémonie de signature du traité portant Statut de la CPI est organisée le samedi 18 juillet, place Campidoglio. Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies, salue l'avènement d'une Cour permanente, débarrassée de la critique souvent faite à la justice pénale internationale de n'être que le produit de la justice des vainqueurs. Sa brève allocution laisse poindre une certaine déception, lorsqu'il évoque une juridiction qui aurait pu disposer de pouvoirs nettement accrus. Même tonalité, heureuse mais réaliste, dans le discours de Lamberto Dini, ministre italien des Affaires étrangères. Tous les orateurs célèbrent un événement considérable dont chacun reconnaît les limites : un pas sans doute décisif sur le chemin de la justice internationale, mais un pas qui n'est certainement pas le dernier.

L'acte de naissance qui authentifie cet événement reste quelques mois entre les mains du gouvernement italien, avant de rejoindre le siège des Nations Unies. Outre le Statut, la conférence diplomatique approuve un Acte final qui prévoit la mise en place d'une commission préparatoire sous l'égide de l'Assemblée générale des Nations Unies. Parmi les tâches qui sont confiées à cette commission, figure notamment la préparation d'un règlement de procédure et de preuve qui, contrairement à ce qui fut décidé pour les Tribunaux *ad hoc*, n'est pas laissé au pouvoir d'appréciation des futurs juges de la Cour, mais doit être adopté par la future Assemblée des Etats parties (article 51 du Statut). Doit également être rédigé par la commission préparatoire un document intitulé « éléments constitutifs des crimes », qui, selon l'article 9 du Statut, « aident la Cour à interpréter et appliquer » les dispositions qui définissent le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. La préparation de ces deux documents donne lieu, dans les années 1999 et 2000, à de nouvelles sessions de négociation qui, à bien des égards, ravivent certaines des controverses qui avaient animé l'adoption du Statut. L'Acte final confie également à cette commission préparatoire l'élaboration d'un accord avec les Nations Unies, d'un accord de siège avec l'Etat hôte, d'un accord sur les privilèges et immunités et d'une série de documents relatifs à l'administration et au budget de la CPI.

Pour conclure ce bref survol chronologique, rappelons que le Statut de la CPI est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002, 60 jours après le dépôt du 60^e instrument de ratification. Le processus de ratification, un peu laborieux dans les premières années, s'accélère de façon significative au lendemain des attentats du 11 septembre 2001⁵.

⁵ 38 ratifications étaient acquises après trois années, à la mi-septembre 2001. Il faudra un peu plus de six mois pour obtenir les 22 qui manquaient.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

Ainsi, des actes de terrorisme, qui matériellement échappent pourtant à la compétence de la Cour, commis sur le territoire de son adversaire le plus résolu, semblent faciliter l'entrée en vigueur du Statut de Rome. Paradoxe ou pied de nez de l'histoire ?

II. DÉFIS VERTICAUX ET CONTROVERSES TRANSVERSALES : JEUX ET ENJEUX DE LA NÉGOCIATION

La particularité des négociations préalables à la mise en place de la CPI réside sans nul doute dans leur nature globale et protéiforme. Les préparatifs onusiens, puis la Conférence de Rome, embrassent des questions d'une insondable richesse et d'une infinie complexité : le projet de Statut contient non seulement en une centaine d'articles un condensé explosif de tous les enjeux sensibles du droit international pénal, mais encore une multitude d'enjeux moins aisément discernables. Car il existe, finalement, deux niveaux de négociation ; l'un concerne directement la construction du nouvel édifice, l'autre s'attache à son insertion – harmonieuse ou dissonante – dans le paysage onusien, univers encore largement dominé par les traditions du droit international public.

A. L'édifice principal : la négociation à travers les arcanes du droit international pénal

Un survol même rapide de la table des matières du Statut suffit à se convaincre de l'immensité du continent couvert par les négociations de la CPI. Tous les aspects du droit international pénal sont ici réunis, du plus décisif au plus accessoire. Il est tout d'abord question d'établir une instance judiciaire pénale internationale et de déterminer sa compétence matérielle, temporelle, géographique et personnelle, ainsi que ses relations avec les systèmes répressifs nationaux (chapitre I, chapitre II, articles 10 à 21). Il s'agit ensuite de négocier des principes de droit pénal général (chapitre III), puis des incriminations (chapitre II, articles 6 à 8), assorties de peines (chapitre VII). Un code d'organisation judiciaire et un code de procédure pénale sont également en jeu (chapitres IV, V, VI et VIII). Enfin, des questions d'entraide répressive et de coopération judiciaire et pénitentiaire sont soulevées (chapitre IX et X). La forêt de problèmes réputés insolubles qui se dresse devant les négociateurs est d'une densité sans précédent. Il leur est en outre demandé de la défricher en un temps record. A cet égard, il n'est pas inutile de se remémorer la lenteur et la modestie des travaux conduits sur des sujets similaires dans d'autres enceintes au cours des décennies précédentes. Ceux qui ont participé aux réunions de la Commission sur la prévention du crime et la justice pénale, au sein de l'office des Nations Unies situé à Vienne, savent à quel point il est difficile de réaliser des progrès significatifs dans ce domaine jalousement gardé par les champions de la souveraineté nationale. Même dans des organisations enclines à développer les formes les plus modernes de la coopération judiciaire en matière pénale, comme le Conseil de l'Europe, ou l'Union européenne de l'après-Maastricht, il est impensable, à cette époque, de conclure des accords aussi larges et aussi ambitieux dans un laps de temps aussi court⁶.

⁶ Cette remarque doit évidemment se comprendre au regard des circonstances de l'époque ; au milieu des années quatre-vingt-dix, la « communautarisation » de la coopération judiciaire en matière

Afin de mesurer avec plus de précision la gravité et la diversité des enjeux de droit international pénal qui fourmillent au cours des négociations, citons quelques exemples parmi les plus parlants. La compétence de la CPI constitue à n'en pas douter le cœur du projet – et bien entendu le point focal des polémiques juridiques et politiques. L'étendue de sa compétence matérielle, tout d'abord, fait débat – chacun s'accorde à vouloir lui donner juridiction pour connaître des violations les plus graves du droit international humanitaire (génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre), mais l'inclusion du crime d'agression demeure en suspens, de même que l'extension, obligatoire ou facultative, de certaines autres infractions internationales, comme le terrorisme ou le trafic de stupéfiants. Sa compétence territoriale et personnelle est également au centre des préoccupations. Certains ambitionnent de lui attribuer une compétence universelle, compte tenu de la nature des crimes relevant de sa compétence (comment en effet pourrait-on juger un crime contre l'humanité autrement qu'à l'échelle de l'humanité ?), alors que d'autres, fidèles à la logique de l'effet relatif des traités, n'imaginent pas que le territoire des Etats non parties, ou les ressortissants de ces mêmes Etats non parties, puissent d'une façon ou d'une autre tomber dans le champ de compétence de la CPI. L'existence concurrente de la Cour et des systèmes nationaux de justice pénale est tout autant controversée. Faut-il opter pour une compétence exclusive ? Préférer la primauté de juridiction, comme ce fut le cas des Tribunaux *ad hoc* ? Ou inventer autre chose, comme le principe de « complémentarité », évoqué dans le préambule du projet de la CDI et qui deviendra l'une des pierres angulaires de la négociation ?

La définition des crimes suscite aussi de longues discussions. De ces discordes interminables, qui se prolongeront après Rome lors de l'élaboration des « éléments des crimes », retenons deux enjeux. Tout d'abord, en ce qui concerne les crimes contre l'humanité, l'exigence ou non d'un lien avec un conflit armé : la Cour peut-elle connaître d'une « attaque massive ou systématique contre une population civile » en temps de paix ? Ici se profile évidemment, pour les détracteurs du projet, le risque d'ingérence de la Cour dans des « troubles politiques internes »⁷. Le second exemple touche aux crimes de guerre : faut-il inclure dans leur définition des éléments tirés du premier protocole additionnel aux conventions de Genève de 1949 ? Cette question intéresse au premier chef la France, qui à l'époque n'a pas encore ratifié ce protocole, de peur qu'il ne mette en péril sa stratégie de dissuasion nucléaire. Parmi les principes de droit pénal général retenus dans le projet de Statut, la responsabilité des supérieurs hiérarchiques, et plus particulièrement celle de la chaîne de commandement lors d'opérations militaires, constitue un enjeu de première importance. Les juristes du Pentagone sauront démontrer, à cette occasion, leur habileté à occuper le terrain et à convaincre leurs partenaires de la pertinence de certaines de leurs thèses. Autres questions cruciales : l'imprescriptibilité des crimes et l'absence d'immunité des chefs d'Etat ou de gouvernement, qui l'une comme

pénale, telle qu'elle résulte aujourd'hui, pour les Etats membre de l'Union européenne, de l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, n'est pas à l'ordre du jour.

⁷ Une telle préoccupation a été récemment exprimée de façon radicale par le président des Philippines, Rodrigo Duterte, qui a dénoncé le Statut le 19 mars 2018, quelques jours après l'annonce de l'examen préliminaire, par les services du Procureur de la Cour, d'éventuels crimes commis dans le cadre de la « guerre contre la drogue » conduite par les autorités philippines.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

l'autre, après avoir divisé les délégations à New York et à Rome, susciteront de longues polémiques au sein des plus hautes instances de la République française. La responsabilité pénale des personnes morales – qui sera finalement écartée – occupe aussi une place de choix dans le menu des négociateurs. En filigrane, c'est aussi la question de la responsabilité des Etats qui s'invite à la table de négociation – pour en être immédiatement exclue.

Le déclenchement des enquêtes et des poursuites occupe de toute évidence une place de premier plan parmi les enjeux de la négociation. Outre ses aspects strictement politiques – liés au rôle du Conseil de sécurité (voy. *infra*) – il faut ici mentionner l'importance du débat relatif à l'autonomie du Procureur de la CPI. Cet aspect essentiel était absent du projet élaboré par la CDI. C'est un pur produit des négociations et l'une des revendications essentielles du groupe des Etats pilotes (voy. *infra*). Cette autonomie s'apprécie non seulement à l'égard des acteurs politiques (Etats, Conseil de sécurité), mais aussi vis-à-vis des autres intervenants dans le processus judiciaire. L'une des questions centrales est donc de savoir si le Procureur peut agir de son propre chef, ou s'il doit toujours y être invité par un Etat partie, ou par le Conseil de sécurité. S'il peut agir *proprio motu*, sur la base de « renseignements » fournis par des tiers, est-il envisageable, de surcroît, qu'il soit, d'une façon ou d'une autre, contraint à intervenir, notamment à la demande des victimes ? En outre, peut-on permettre aux juges de la Cour eux-mêmes d'inciter le Procureur à entamer une procédure ?

S'agissant de la procédure pénale, l'enjeu central réside dans la confrontation traditionnelle entre l'accusatoire et l'inquisitoire, ou plus précisément dans le rôle qu'il convient ou non d'attribuer aux juges dans la phase préalable au procès, puis dans la conduite même du procès. Les investigations relèvent-elles exclusivement de la responsabilité du Procureur et de la Défense, ou bien doit-on imaginer que les juges eux-mêmes puissent s'y impliquer ? Parallèlement à cet enjeu se développe la discussion sur le rôle des victimes, leur implication non plus seulement comme témoins, mais aussi comme parties au procès, titulaires d'un droit à réparation. Au chapitre coopération, le défi capital réside dans l'abandon ou le maintien des mécanismes traditionnels de l'extradition, et notamment de ceux qui régissent les motifs de refus. Un Etat requis pourra-t-il traiter une demande de la CPI comme il traite celle d'un Etat tiers, avec une large marge d'appréciation, ou bien devra-t-il se soumettre à une certaine automaticité ? Est-il vraiment toujours question d'extradition, ou bien plutôt de transfert⁸ ? Enfin, les négociations ne peuvent éviter un débat sur les peines applicables par la CPI, et plus particulièrement sur la peine de mort, qui fut appliquée à Nuremberg et Tokyo, mais qui ne l'est pas par les Tribunaux *ad hoc* de La Haye et d'Arusha.

Voici à gros traits ce que l'on peut retenir des enjeux primordiaux de la négociation dite « verticale », celle qui touche directement aux questions de droit international pénal, qui façonnent l'édifice principal. Qu'en est-il maintenant des enjeux qui ne touchent

⁸ Pour d'autres développements sur cette notion, voy. Antoine BUCHET, « Le transfert devant les juridictions internationales », in Hervé ASCENSIO, Emmanuel DECAUX et Alain PELLET (dir.), *Droit international pénal*, Paris, Pedone, 2000, pp. 969 s.

pas à la maçonnerie juridique, mais qui traversent le processus de négociation et qui menacent à chaque instant d'en altérer l'équilibre ?

B. Les alentours de l'édifice : jeux de rôle politiques et diplomatiques

Comme dans un programme de patinage artistique, les négociations donnent naissance à des figures libres, mais aussi à des figures imposées, constituées ici par des querelles familières au fonctionnement de l'ONU. Citons tout d'abord en exemple la définition du crime d'agression, qui occupe les esprits depuis des décennies. Elle est, une fois encore, au centre des débats, avant et pendant la Conférence de Rome, donnant lieu à l'inévitable controverse entre les tenants d'une définition large et autonome et ceux qui s'en tiennent au filtre hégémonique du Conseil de sécurité sur toute initiative de cette nature. Ce débat offre aussi aux négociateurs l'occasion d'engager des polémiques périphériques sur les « agressions célèbres du passé » ou sur la situation au Moyen-Orient. Le rôle du Conseil de sécurité est aussi, de façon presque rituelle, un enjeu transversal de la négociation. Nul ne doute qu'il puisse déclencher des enquêtes, mais peut-il les interrompre, voire les bloquer définitivement ? En filigrane, la composition et le fonctionnement de cet organe restent toujours présents à l'esprit des délégations.

L'idée d'insérer dans la compétence matérielle de la Cour le terrorisme, cousin éloigné des crimes de guerre – ou des crimes contre l'humanité, si l'on suit la logique de certains exégètes des attentats du 11 septembre 2001 – parcourt également les salles de négociation et retient l'attention des Etats participants, mais sans jamais convaincre entièrement de la pertinence de sa présence dans la compétence matérielle de la Cour. Ceux qui sont tentés de l'inclure craignent un scénario similaire à celui du crime d'agression, mais sans le recours au Conseil de sécurité comme dérivatif politique.

La controverse récurrente autour du concept de « genre » s'invite sans surprise à la table des négociations. Il ne suffit pas, en effet, d'inclure dans la compétence de la Cour des crimes à caractère sexuel, encore faut-il reconnaître que certaines persécutions peuvent être fondées sur ce que la version française du Statut qualifie de « sexisme », et la version anglaise de « *gender discrimination* ». L'incompréhension profonde et quasiment insoluble que ces termes suscitent parmi certaines délégations devient rapidement un frein à tout progrès dans les négociations ; dès lors, la définition du terme *gender* sera l'un des enjeux, à la fois grave et singulier, de la Conférence de Rome, qui ne s'en sortira qu'au prix de l'une des dispositions les plus « baroques » du Statut⁹, inspirée par les conclusions de la quatrième conférence mondiale sur les femmes, organisée à Beijing en 1995¹⁰. Dans le même registre, mais de façon moins insistante, la querelle sur l'avortement, animée par le Saint-Siège et plusieurs délégations de la Ligue arabe, complique les négociations relatives à la prise en compte des grossesses forcées comme élément constitutif des crimes contre l'humanité.

⁹ Art. 7-3 : « Aux fins du présent Statut, le terme 'sexe' s'entend de l'un et l'autre sexe, masculin et féminin, suivant le contexte de la société. Il n'implique aucun autre sens ».

¹⁰ Déclaration et plateforme d'action de Beijing, A/CONF.177/20/Rev.1.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

Comme toute négociation à caractère juridique, l'élaboration du Statut de la CPI est l'occasion de relancer la « guerre de Cent ans » ; plus précisément, le combat – forcément titanesque – entre le droit continental et la *common law*. Cette lutte d'influence prend souvent des proportions excessives et la grandiloquence des philippiques dissimule parfois des disputes bénignes ou des malentendus réciproques. Il ne faut pas cependant sous-estimer l'importance de cette dimension culturelle dans la négociation. La chambre préliminaire, l'organisation du procès et la participation des victimes, pour ne prendre que les exemples les plus connus, sont là pour témoigner de la rencontre, parfois difficile, mais finalement constructive, entre ces deux modèles, eux-mêmes traversés de courants divers et variés. Ceux qui lisent aujourd'hui le Statut pour la première fois, sans avoir connaissance de son mode d'élaboration, ont sans doute du mal à identifier l'origine de telle ou telle disposition ; la « traçabilité » de certains articles est malaisée, ce qui finalement démontre la réussite de la fusion réalisée en cours de négociation. Ce syncrétisme est parfois douloureux. Assimiler et dépasser des divergences historiques et culturelles aussi profondes et anciennes en aussi peu de temps est un défi permanent. Dans ce processus d'intégration à marche forcée, les services d'interprétation des Nations Unies sont souvent conduits à improviser l'élaboration d'une *novlangue* juridique qui plonge de nombreuses délégations dans des abîmes de perplexité. Nul doute que la confrontation culturelle continue et continuera au sein même de la CPI, comme c'est le cas pour les juridictions *ad hoc*. Il reste à espérer que ce métissage juridique donnera naissance à un ensemble de règles autonomes et cohérentes, affranchies de toute dépendance directe vis-à-vis de leurs ascendants.

Enfin, il serait regrettable de ne pas conclure cette liste non exhaustive des enjeux transversaux des négociations sans accorder une place de choix aux exigences des forces armées. A New York comme à Rome, la logique de la justice pénale internationale se heurte aux impératifs de la conduite des opérations militaires. Les Etats-Unis, mais aussi la France, font entendre leur différence et soulignent à l'envi que l'engagement de leurs troupes sur des théâtres extérieurs, notamment dans le cadre d'opérations de maintien de la paix, rend indispensable l'établissement de garanties substantielles et procédurales contre toute action judiciaire impétueuse. La définition des crimes de guerre, les principes régissant la responsabilité des supérieurs hiérarchiques, la suspension des poursuites à la demande du Conseil de sécurité lorsque celui-ci agit dans le cadre du Chapitre VII de la Charte, la protection des informations couvertes par le secret-défense, la prise en compte des accords de coopération militaire dans le traitement des requêtes de la Cour, ou encore la possibilité d'écarter provisoirement les crimes de guerre de la compétence obligatoire de la Cour, sont autant d'exemples qui portent la marque d'une intervention vigoureuse, au cours des négociations, des départements ministériels chargés de la défense.

III. FIGURES ET FIGURANTS : LES ACTEURS DE LA NÉGOCIATION

Il est d'usage, à l'issue d'une négociation, de prétendre qu'il n'y eut ni vainqueur ni vaincu. Si l'on veut ici aller un peu plus loin que ce constat, il serait plus juste de dire qu'il n'y eut aucun héros, aucun pays miraculeusement épargné par l'ambiguïté et la manipulation, aucune délégation à l'abri de l'incohérence, voire du reniement, car un

tel processus, sur un tel sujet, dans un tel contexte, ne favorise pas l'émergence d'un univers partagé entre bons et mauvais sujets.

A. Acteurs étatiques

D'un point de vue strictement géographique, c'est en Europe qu'il convient de situer le cœur de la coalition favorable à l'établissement de la CPI. Sans vouloir accorder une importance excessive à l'impact de l'opinion publique sur une négociation de cette nature, il est incontestable qu'au moment où s'ouvre la Conférence de Rome, la mémoire des horreurs de la guerre en ex-Yougoslavie et du génocide au Rwanda est encore particulièrement vive. Ce mouvement d'empathie, cette lame de fond émotionnelle, est particulièrement sensible sur le Vieux Continent. L'Europe, plus que toute autre composante de la communauté internationale, semble déterminée à prendre le projet à son compte. Les atrocités qui viennent d'être commises sur son sol et dans une ancienne colonie d'Afrique au nom de la « purification ethnique » viennent de renvoyer l'Europe à son histoire la plus tragique. Mettre en place la CPI est perçu comme une réponse à la fois généreuse et opportune ; un exutoire vertueux, en quelque sorte. L'Allemagne tient ici un rôle important ; son implication politique est forte, cohérente et constante, et sa contribution scientifique d'une grande richesse.

L'Europe, dans son acception la plus large, bien au-delà de l'Union européenne, est soutenue par d'autres membres du camp dit « occidental », comme le Canada et l'Australie, mais également par l'Amérique latine, qui elle aussi pourchasse ici, par procuration, les démons de sa propre histoire. Avec d'autres, comme la Corée ou l'Afrique du Sud, pour ne citer que les plus actifs, ces pays composent le groupe dits des « *like minded* », ou groupe des Etats pilotes. Cette coalition hétéroclite compte près de 60 membres au moment où s'ouvre la Conférence de Rome. Il ne s'agit pas pour les membres de ce groupe d'abdiquer toute autonomie dans la conduite des négociations, mais d'adhérer et de défendre ensemble certains principes de base : une juridiction permanente disposant d'une compétence inhérente sur les crimes les plus graves, une Cour autonome qui ne serait soumise ni aux diktats ni au veto du Conseil de sécurité et qui disposerait d'un Procureur indépendant pouvant se saisir *proprio motu*. Cette structure informelle domine les débats et place ses plus éminents représentants aux commandes de toutes les instances de négociation : groupes de travail, comité de rédaction, bureau de la conférence, *etc.* Elle éclipse l'Union européenne, qui se réunit régulièrement mais dont la valeur ajoutée demeure limitée. Les courants qui la traversent obéissent à d'autres logiques : connivence entre membres permanents du Conseil de sécurité, solidarité ibérique, entente entre pays nordiques, *etc.* Par ailleurs, la partition solitaire jouée par la France d'un bout à l'autre de la négociation interdit tout espoir d'unité européenne. Dès le milieu de l'année 1995, la France apparaît plus préoccupée par les garanties offertes à ses forces armées que par la création de la Cour. Elle refuse donc de rejoindre les Etats pilotes, tout en essayant parallèlement d'influencer le contenu du futur Statut en multipliant les propositions techniques. Cette attitude l'entraîne sans cesse vers de périlleuses acrobaties, tant il est vrai que sa crédibilité sur les sujets proprement juridiques pâtit cruellement de ses réticences politiques. Le Royaume-Uni suit un chemin différent ; il rejoint les Etats pilotes après l'accession de Tony Blair au poste de premier ministre, sans perdre pour autant le contact avec ses partenaires naturels

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

du Conseil de sécurité, au premier rang desquels les Etats-Unis. Plus discret, et sans doute plus habile que la France dans l'expression de ses réserves, il traverse cette négociation sans trop de bruit ou d'encombres.

Les Etats-Unis jouent un rôle primordial et ambigu¹¹. Ils sont au centre du processus tout en restant clairement à l'écart du mouvement qui porte la CPI, dont ils désapprouvent la volonté d'autonomie par rapport au Conseil de sécurité. Malgré la pression considérable que leur délégation exerce en permanence sur le processus, ils apparaissent très vite en position de faiblesse, et ce, pour deux raisons essentielles. Les Etats-Unis pâtissent tout d'abord des conséquences de l'activisme dont ils ont fait preuve peu de temps auparavant pour imposer la mise en place des Tribunaux *ad hoc*, notamment en ex-Yougoslavie, dans le cadre des accords de Dayton. Ils manquent ainsi de crédibilité dans leur réquisitoire contre la justice pénale internationale. Sans doute est-ce aussi la raison pour laquelle ils écartent toute stratégie de rupture et tentent jusqu'au bout d'infléchir le futur Statut pour le rendre compatible avec leur doctrine. En second lieu, les Etats-Unis ne parviennent jamais à bâtir la moindre coalition cohérente et durable avec d'autres Etats – il est assez piquant, à cet égard, de constater que leur ultime tentative de veto, à la dernière minute de la Conférence de Rome, reçoit le soutien de pays qui ne comptent pas parmi leurs alliés traditionnels, comme Cuba, la Chine, le Viêt-Nam, l'Iran ou l'Irak. Finalement, ce n'est qu'avec Paris que Washington a pu un temps espérer constituer une alliance durable, nouée essentiellement autour des préoccupations similaires des experts militaires des deux pays, soucieux de prémunir contre tout risque judiciaire les soldats qui opèrent à l'extérieur de leurs frontières. La France rejoindra *in fine* le consensus final, au prix d'une dérogation temporaire sur les crimes de guerre, et laissera les Etats-Unis assumer seuls le rôle du (mauvais) perdant.

L'Afrique ne se montre pas particulièrement active au cours des négociations, avec quelques exceptions notables, comme l'Afrique du Sud, le Lesotho et le Malawi. Quelques pays du continent tentent tardivement de sortir de leur mutisme au cours de la Conférence de Rome, sous l'égide de l'Organisation internationale de la francophonie, qui à l'époque s'appelait encore l'Agence de coopération culturelle et technique. Il sera reproché à la France, non sans raison, d'avoir artificiellement déclenché cette mobilisation, non pour permettre à ces délégations de participer pleinement à la négociation, en toute indépendance, mais pour qu'elles apportent leur soutien à des positions définies à Paris. Les pays arabes, à l'exception de l'Egypte qui bénéficie de l'immense expérience du professeur Bassiouni, n'occupent le terrain que de façon sporadique. Les sujets qui les mobilisent sont en nombre limité et ne

¹¹ Sur la position des Etats-Unis dans les négociations, puis postérieurement en sa qualité d'Etat non partie au Statut, voy. par ex. : David SCHEFFER, « The United States and the International Criminal Court », *AJIL*, Vol. 93, 1999, n°1, pp. 12-22 ; Ruth WEDGWOOD, « The International Criminal Court: Reviewing the Case (An American Point of View) », in José DORIA *et al.* (dir.), *The Legal Regime of the ICC: Essays in Honour of Prof. I.P. Blishchenko*, Kooninklijke Brill, 2009, pp. 1039-1047 ; Lee FEINSTEIN et Tod LINDBERG, « Means to an End, U.S. Interest in the International Criminal Court », Washington, Brookings Institution Press, 2009, 150 p. ; Frédérique COULÉE, « Sur un Etat tiers bien peu discret : les Etats-Unis confrontés au statut de la Cour pénale internationale », *AFDI*, Vol. 49, 2003, pp. 32-70 et Julian FERNANDEZ, *La politique juridique extérieure des Etats-Unis à l'égard de la Cour pénale internationale*, Paris, Pedone, 2010, 740 p.

dépassent pas le cadre des luttes onusiennes traditionnelles, comme la définition du crime d'agression ou les *gender issues*. A bien des égards, la dimension multiforme du projet de CPI leur échappe. Les pays d'Asie n'agissent pas de façon coordonnée, mais plusieurs d'entre eux se distinguent par une contribution significative aux travaux préparatoires, puis à la conférence diplomatique. Le Japon, la Corée du Sud et Singapour font partie des pays les plus entreprenants au cours des négociations.

Les autres « poids lourds » de la communauté internationale sont présents, mais leur participation reste marginale, en ce sens qu'à aucun moment ils ne semblent chercher à peser réellement sur un processus auquel ils n'ont pas l'intention d'adhérer. La Russie est sans doute à cette époque dans une phase moins « agressive » qu'elle peut l'être de nos jours dans les instances internationales ; elle n'en demeure pas moins hostile, par principe, à une juridiction indépendante qui échapperait à l'emprise du Conseil de sécurité. Les délégués russes, par ailleurs, ne se distinguent guère par leurs contributions aux débats techniques. La Chine se tient également à l'écart – elle semble encore appartenir à un autre monde où les idées essentielles qui fondent le projet de CPI n'ont aucun droit de cité. Quant à l'Inde, elle se range systématiquement aux côtés des initiatives des adversaires du projet, y compris dans les dernières heures de la conférence diplomatique, en proposant, à l'instar des Etats-Unis, des amendements qui, s'ils n'avaient pas fait l'objet d'une motion de non-action, auraient conduit les négociations dans une nouvelle impasse.

Il faut enfin signaler qu'un fonds spécial est constitué pour encourager un maximum d'Etats à participer aux travaux, en dépit de leur manque de ressources. Plusieurs Etats pilotes (Canada, Belgique, Pays-Bas, Finlande, Suède, Danemark, Norvège), ainsi que la Commission européenne, contribuent à ce fonds. La Fondation Mac Arthur apporte également un soutien important aux pays les moins développés qui souhaitent pouvoir s'impliquer dans les négociations. Ces efforts ne sont pas suffisants, toutefois, pour contrebalancer l'écrasante domination des délégations occidentales au cours des négociations. Aucun pays en voie de développement n'est en mesure d'envoyer à New York ou à Rome les bataillons de juristes et de diplomates que l'Europe, les Etats-Unis ou le Canada sont capables de mobiliser.

B. Acteurs non étatiques

Le projet de création d'une juridiction pénale internationale trouve depuis toujours un relais considérable dans ce qu'il est convenu d'appeler la « société civile » – en tout cas celle du monde occidental. Une coalition d'ONG, efficace et structurée, se met en place et contribue activement aux travaux, en marge des négociations, ou plus directement encore en s'immisçant dans la composition de certaines délégations. La coalition¹² compte jusqu'à environ 300 organisations et bénéficie d'un accès très large aux séances de négociation. Avocats, organisations de défense des droits de l'homme, associations de protection des intérêts des victimes, tous portent les couleurs de la justice internationale et travaillent inlassablement à vaincre les réticences des délégués

¹² La coalition est placée sous l'autorité d'un « coordinateur », M. William PACE. Parmi les animateurs les plus actifs de ce groupe, il convient de mentionner Christopher HALL (Amnesty International) et Richard DICKER (Human Rights Watch).

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

gouvernementaux, sommés à tout instant de justifier la teneur de leurs positions¹³. Dans la sphère non étatique de la négociation doit aussi être mentionné le rôle important joué par le Comité international de la Croix-Rouge, notamment pour que ne soit pas remis en cause l'acquis du « droit de Genève » dans la définition des crimes de guerre. Enfin, il serait injuste de ne pas citer, parmi les rouages essentiels du processus de négociation, le secrétariat général des Nations Unies, et plus particulièrement les fonctionnaires de la division de la codification du service juridique, dont la compétence et le dévouement forcent l'admiration.

C. Destins individuels

Mais qui sont, finalement, les auteurs du Statut ? Qui sont ces femmes et ces hommes, ces figures et ces figurants, qui de New York à Rome, en passant par Syracuse, font de l'union de leurs destins individuels un destin collectif ? Au risque de laminer quelque peu la diversité de ce groupe humain qui, sur le papier, couvre tous les continents – 160 pays représentés à Rome – il faut reconnaître que le profil type du marathonien de la CPI existe bel et bien. Ce négociateur est, pour l'essentiel, blanc et occidental. Il (ou elle, car la parité, sans être parfaite, est ici plus marquée que dans d'autres négociations) est à la fois juriste et diplomate ; ce qui signifie qu'il a fait des études de droit, qu'il est coutumier des salles de négociation, qu'il parle anglais et qu'il maîtrise aussi la *novlangue* qui se développe depuis les premières réunions du comité *ad hoc*. Il vient d'un pays qui a les moyens de participer activement aux négociations et de participer à toutes les activités intersessions.

Les négociateurs ont des origines et des valeurs communes ; ensemble, ils construisent une histoire commune. Ils ne sont pas si nombreux à être ainsi présents et actifs dès l'origine ; progressivement, par l'effet d'un phénomène souvent observé dans de telles circonstances, l'appartenance au club des négociateurs dissipe, voire supplante, les divergences de fond qui les opposent. Depuis leur base secrète – Syracuse – et avec l'aide de leurs mentors – les citer serait faire injure à leur modestie – ils partent en quête du Graal du droit international humanitaire. Portés par la certitude d'agir pour le bien de l'humanité, ils ne connaissent ni le doute, ni la lassitude. Ces « chevilles ouvrières » ne sont évidemment pas seules à agir ; les juristes hyperactifs sont guidés par des acteurs plus traditionnels des négociations onusiennes, issus pour la plupart du cercle des juristes des ministères des Affaires étrangères du monde occidental. Ces deux familles se retrouvent naturellement pour animer les débats, construire les compromis et porter la Cour sur ses fonts baptismaux. Certains y ont occupé une place de premier plan¹⁴, ou y travaillent encore aujourd'hui, en qualité de juge, d'administrateur ou de juriste de haut niveau.

¹³ Il existe sans nul doute différents points de vue sur le rôle exact des ONG dans le processus d'élaboration du Statut de Rome ; certains auteurs suggèrent que ce furent en réalité les ONG qui rédigèrent le texte, voy. par ex. : Michael J. STRUETT, « The Politics of Constructing the International Criminal Court – NGOs, Discourse and Agency », Palgrave Macmillan, 2008 ; Marlies GLASIUS, *The International Criminal Court : a Global Civil Society Influence*, Routledge, 2006. Sur le rôle que les ONG ont continué à jouer, voy. Kjersti LOHNE, « Global Civil Society, the ICC, and the Legitimacy in International Criminal Justice », in *The Legitimacy of International Criminal Tribunals*, N. HAYASHI et C.M. BAILLIET (dir.), Cambridge University Press, publication à venir.

¹⁴ Philippe KIRSCH et Silvia FERNANDEZ DE GURMENDI, figures éminentes de la négociation du Statut, ont tous les deux exercé les fonctions de Président de la Cour. Marc PERRIN DE

IV. ENSEIGNEMENTS

Aucune négociation n'est une fin en soi. Celle-ci moins encore que les autres. Elle préfigure, dans son déroulement, dans son mode de développement, les vertus et les limites de l'organe qu'elle établit. L'analyse du processus ayant conduit à l'établissement de la CPI permet ainsi de tirer quelques enseignements généraux. Avant de mesurer au mieux la portée – symbolique, politique et juridique – des négociations, il convient en premier lieu de revenir succinctement sur les raisons du succès de la Conférence de Rome.

A. Les raisons du succès

Une façon rassurante d'expliquer l'issue heureuse de la Conférence de Rome serait d'y voir le triomphe des idées qu'en germe déjà les humanistes de la fin du XIX^e siècle avaient défendues. En s'inspirant de la fameuse formule de Jean-Jacques Rousseau, il serait ainsi permis de croire qu'au droit du plus fort aurait enfin succédé la force du droit¹⁵. A l'image de ce que firent en 1950 les auteurs de la Convention européenne des droits de l'homme en établissant un véritable mécanisme de contrôle supranational, les promoteurs de la CPI auraient enfin doté le droit international humanitaire d'un système juridictionnel indépendant et efficace. Cette affirmation n'est en soi guère contestable, mais elle n'épuise pas le sujet et confond largement le constat avec sa cause. Il n'est pas suffisant de dire que la Cour est née parce qu'elle était – et demeure – une idée juste et généreuse. Encore faut-il comprendre pourquoi elle est née à ce moment précis de l'histoire, et dans ces conditions-là.

A cette question complexe, il est tentant de répondre sobrement, et quelque peu abruptement : « c'était son heure ». A la fin des années quatre-vingt-dix, plusieurs conditions politiques sont réunies pour que les obstacles traditionnels à la mise en place d'une juridiction pénale internationale permanente soient enfin levés. L'Europe réunifiée se mobilise pour écarter la menace génocidaire qui dévaste l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. L'Amérique du Sud démocratisée veut chasser les démons de son passé le plus proche. La « société civile » – qui prend corps ici dans une coalition d'ONG (voy. *supra*) – relaie et amplifie l'ambition des Etats. Quant aux adversaires historiques du projet, ils sont affaiblis et agissent en ordre dispersé. La Russie n'est pas de taille, à cette époque, à résister durablement à un tel mouvement. Elle n'a pas empêché la mise en place du Tribunal *ad hoc* pour l'ex-Yougoslavie et ne paraît pas plus être en mesure de s'opposer au projet de Cour permanente. Ses anciens satellites d'Europe centrale sont solidement amarrés à l'Union européenne et favorisent l'adoption du Statut. La Chine et l'Inde restent discrètes, clairement à l'écart d'un projet qu'elles n'approuvent pas, mais contre lequel elles ne font pas preuve d'un très grand activisme. Les pays arabes ne manquent également jamais une occasion de marquer leur désaccord avec le projet,

BRICHAMBAUT, chef de la délégation française pendant la conférence de Rome, a été élu juge en 2015. D'autres négociateurs du Statut ont également exercé, ou exercent encore, les fonctions de juge : Mauro POLITI, Erkki KOURULA, Hans-Peter KAUL, Kimberly PROST.

¹⁵ « Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme la force en droit et l'obéissance en devoir. » Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social* (1762), Livre I, Chapitre III, Paris, Gallimard, collection Folio Essais, pp. 176-177.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

mais leurs initiatives pour endiguer les progrès des négociations demeurent trop sporadiques pour pouvoir contrecarrer les intentions des promoteurs de la Cour. Seuls les Etats-Unis paraissent à même de faire échouer le processus, mais leur isolement aura finalement raison de leur volonté de nuire (voy. *supra*). Un mouvement fort sans opposition homogène prend ainsi confiance et s'amplifie au fur et à mesure qu'approche l'échéance romaine. Personne ne brisera cette dynamique.

Le contexte juridique est également propice à la mise en place d'une juridiction permanente, car, paradoxalement, la création quasi simultanée de deux Tribunaux *ad hoc* a jeté une lumière crue sur les limites du modèle calqué sur les grands procès d'après-guerre. Malgré l'approbation politique qui accompagne l'établissement des juridictions *ad hoc*, force est de constater que la prolifération d'instances spécialisées dotées d'une compétence rétroactive suscite de très sérieuses réserves. Par comparaison, le projet de CPI présente l'avantage de garantir le strict respect des principes de légalité et de non-rétroactivité des crimes et des peines, principes cardinaux du droit pénal dans une société démocratique. A l'inverse des tribunaux spéciaux de Nuremberg, Tokyo, La Haye et Arusha, qui ne virent le jour qu'après la survenance des faits dont ils devaient connaître, la CPI est conçue pour n'être saisie que des faits postérieurs à sa mise en place, sur la base d'incriminations et de peines définies à l'avance. Le vice originel de la justice pénale internationale semble ainsi pouvoir être définitivement vaincu. Cette affirmation mérite d'être tempérée, *a posteriori*, par l'examen des règles qui furent adoptées à Rome pour encadrer l'exercice par la Cour de sa compétence. En effet, peu de chose en vérité sépare le renvoi d'une « situation » à la CPI par le Conseil de sécurité de la création d'une juridiction *ad hoc*. L'organe judiciaire préexiste sans doute à l'avènement des faits, mais il n'est pas maître de sa saisine. Il n'en demeure pas moins qu'en termes d'efficacité, la création d'un organe judiciaire unique présente, au moins sur le papier, d'indéniables atouts. La multiplication à l'infini des tribunaux spéciaux n'est pas envisageable, tant au plan humain que budgétaire.

Le projet soumis à la Conférence de Rome est enfin porté par le désir de donner aux victimes la place qui leur revient et qu'elles n'ont jamais eue devant les tribunaux *ad hoc*. Seul en effet un organe judiciaire permanent peut offrir à ceux qui subissent les conséquences des violations graves du droit international humanitaire l'occasion de participer à l'œuvre de justice et d'obtenir réparation. A l'inverse, une juridiction *ad hoc*, mise en place après les faits, souvent dans le cadre d'un « règlement global du conflit », ignore largement les droits des victimes et fait passer au second plan les vertus réparatrices de la justice pénale. Afin de ne pas être systématiquement ravalée, dans le meilleur des cas, au rang de simple témoin oculaire, ou pire, à celui d'un corps livré à la médecine légale, la victime doit avoir accès à une instance judiciaire préexistante. Le projet de CPI est ainsi apparu comme le moyen le plus efficace de donner une dimension humaine et affective au jugement des crimes les plus graves. Dans cette optique, la Cour est aussi vue, à l'aube de sa création, comme un projet qui rompt avec la « justice des vainqueurs » (Nuremberg) et la « justice des grandes puissances » (tribunal pour l'ex-Yougoslavie). D'une certaine façon, elle est perçue comme un projet « alternatif », « citoyen », débarrassé, au moins partiellement, des exigences de la *realpolitik*. Puisqu'elle préexiste aux faits, et puisque les faits sont imprévisibles, la CPI devrait à l'usage se libérer des entraves diplomatiques et rendre

une justice réellement indépendante. Ainsi la Cour a-t-elle bénéficié, au seuil de l'été 1998, d'une configuration planétaire favorable. Sur le riche ferment des travaux menés depuis la fin du XIX^e siècle, les promoteurs de la justice pénale internationale ont saisi le moment opportun qui s'offrait à eux. Les Tribunaux *ad hoc* furent à la fois l'aiguillon du processus de négociation, en redonnant aux tragédies passées la vigueur répulsive nécessaire, mais aussi le modèle à ne pas suivre, chacun manifestant le souhait d'asseoir fermement la juridiction permanente sur des vertus nouvelles : légitimité juridique, indépendance politique et souci des victimes.

B. Les limites du processus

L'heure est venue de cueillir les fruits de ces négociations et de déterminer le goût qui domine le palet de l'analyste. Est-il amer ou suave ? Avant de répondre à cette question difficile, surtout avec le recul du temps, interrogeons-nous sur la nature du processus : était-il, en définitive, profondément original ? Notre conviction est qu'il le fut sans doute dans le contenu des sujets abordés – sa dimension protéiforme, déjà décrite précédemment – mais qu'en revanche, dans son déroulement, il n'a nullement échappé à l'emprise traditionnelle des logiques étatiques. Malgré le poids de l'histoire, y compris l'histoire la plus récente, malgré l'émotion sans cesse palpable dans les salles de négociation, qui semblaient parfois habitées par les fantômes des victimes, malgré les vertus sans cesse déclamées de la justice universelle et indépendante, malgré la présence et l'activisme des ONG, les négociations du Statut de Rome furent avant tout des négociations entre Etats, préoccupés par la sauvegarde des équilibres fondamentaux du système politique dominant.

Ainsi, c'est avec une insistance presque maniaque que les participants à la négociation ont concentré leurs efforts sur la responsabilité individuelle. Même les timides propositions – portées en particulier par la France – qui se contentaient de vouloir développer l'acquis de Nuremberg afin de faire traduire devant la Cour les personnes morales ont été jugées trop dangereuses. D'une part, parce que certains y voyaient une menace pour le développement d'un modèle économique fondé en grande partie sur l'activité des entreprises multinationales. D'autre part, parce que certains voyaient poindre, derrière les personnes morales, la possibilité pour la Cour de viser la responsabilité des Etats, éventualité qui leur semblait de nature à réveiller un « serpent de mer » propre à étouffer le processus de négociation. Mieux valait écarter ce risque et couper à ras la racine mal pensante. Dans le film tragique qu'on projettera devant elle, la Cour jugera les acteurs, parfois les scénaristes, plus rarement les réalisateurs, mais jamais les producteurs. Elle n'interviendra en rien dans la résolution des conflits ; elle tiendra scrupuleusement la comptabilité des morts et des ruines et poursuivra les hommes et les femmes qui en sont responsables, mais jamais n'interférera dans l'analyse des dérèglements politiques, diplomatiques, économiques, géostratégiques, culturels ou religieux qui ont abouti à la commission des crimes dont elle est saisie. Si l'unique juridiction répressive permanente du système international n'est pas autorisée à connaître de la responsabilité de toutes les entités pouvant être impliquées dans la commission des crimes qui relèvent de sa compétence, peut-on raisonnablement espérer qu'elle tienne pleinement le rôle que ses promoteurs attendent d'elle ? Mais, finalement, qu'était donc cette attente, à New York et à Rome ?

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

Force est de constater que cette question centrale, celle du « pourquoi » de la CPI, est quasiment inexistante au cours des négociations, tant la réponse paraît s'imposer d'elle-même lorsque l'on est confronté à la violence de masse. Nous avons besoin d'une Cour qui mette de « vraies personnes dans de vraies prisons »¹⁶ mais nous n'avons pas besoin de questions. Le « pourquoi » devient une question purement rhétorique, comme si, tel un postulat imposé par magie ou par analogie, et sans plus ample démonstration ou besoin d'une quelconque analyse criminologique, le système répressif fondé sur le droit international pénal devait forcément avoir les mêmes effets – présumés bénéfiques – qu'un système fondé sur un droit pénal national en parfait état de fonctionnement, qu'il s'agisse de l'effet préventif général et spécial, de la rétribution, de la paix sociale, ou de l'affirmation autoritaire de valeurs communes¹⁷.

Le triomphe de la logique étatique dans la conduite des négociations est également visible, sous un autre angle, dans la mise en place du désormais célèbre principe dit de « complémentarité ». Ce mécanisme de résolution des conflits de compétence entre la CPI et les systèmes judiciaires nationaux, préféré à l'exclusivité ou à la primauté de juridiction, permet de donner une prime à ce que l'on pourrait appeler les « Etats bien portants ». Seuls les Etats décomposés – c'est-à-dire les « non-Etats », qui n'ont plus la capacité de faire fonctionner une justice digne de ce nom – ou les Etats de mauvaise foi – c'est-à-dire les « Etats nuisibles » qui, par malveillance, s'opposent à l'action de la justice – seront susceptibles d'être inquiétés et de voir la Cour empiéter sur leur domaine de compétence. Se met ainsi en place une nouvelle hiérarchie mondiale : d'un côté, les systèmes judiciaires exonérés de toute intervention de la Cour – soit parce qu'ils sont en « bonne santé », soit parce qu'ils sont protégés par leur puissance politique ou militaire, ou celle de solides alliés – de l'autre côté, les systèmes judiciaires déliquescents, voire inexistants, les plus pauvres parmi les pauvres, ou encore les systèmes livrés à la vindicte de la communauté internationale parce que leurs turpitudes ne sont parrainées par aucun membre permanent du Conseil de sécurité. Il serait imprudent et un peu hâtif d'affirmer que la complémentarité a engendré une forme nouvelle de colonialisme, mais il faut reconnaître que ce mécanisme est de nature à orienter de façon considérable les initiatives prises par les organes de la Cour. Est-ce un hasard si les premières saisines ne touchent que des pays d'Afrique ? N'est-il pas étrange que ce continent, quasiment réduit au silence pendant les négociations, devienne aujourd'hui le terrain d'expérimentation privilégiée de l'institution nouvellement créée ? N'y-a-t-il pas eu, ailleurs, depuis le 1^{er} juillet 2002, d'autres situations qui auraient justifié qu'une action judiciaire d'ampleur internationale soit entreprise ? N'y-a-t-il pas des raisons de penser que l'impunité pourrait être utilement jugulée dans d'autres lieux ? Certes, depuis quelques années, le bureau du Procureur semble avoir entrepris de mettre un terme à ce tropisme pour le moins étrange ; des situations impliquant

¹⁶ « *A Court that will put real people in real jails* », voy. Leila Nadya SADAT, *The International Criminal Court*, op. cit., 2002, p. 8.

¹⁷ Pour une analyse plus complète, voy. Mark DRUMBL, *Atrocity, Punishment and International Law*, Cambridge University Press, 2007, 318 p. ; Robert SLOANE, « The Expressive Capacity of International Punishment », *Stanford Journal of International Law*, Vol. 43, 2007, p. 39 ; Immi TALLGREN, « The Sensibility and Sense of International Criminal Law », *EJIL*, Vol. 13, 2002, n°3, pp. 561-595.

d'autres continents sont examinées, notamment celles qui concernent l'Ukraine, les Philippines ou l'Irak¹⁸. Mais, parmi les enquêtes en cours, et surtout celles qui ont pu progresser, l'Afrique exerce encore aujourd'hui une hégémonie dont elle se passerait volontiers. Certains Etats du continent ont d'ailleurs annoncé vouloir faire machine arrière et ont envisagé de dénoncer le Statut ; parmi eux se trouvait l'Afrique du sud, qui fut pourtant, des années durant, l'un des promoteurs les plus enthousiastes de sa création¹⁹. Le Kenya semble avoir mis ses menaces de désaffection en sourdine, mais le Burundi est passé à l'acte ; son retrait est devenu effectif le 27 octobre 2017.

Il y aurait de quoi, ici, reprendre les derniers vers de la célèbre fable de Jean de La Fontaine : « [s]elon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir ». Pour dissiper ce sentiment de malaise, il serait aisé de s'abriter derrière la « dynamique des négociations », cette notion aux contours indécis qui permet d'expliquer et de justifier *a posteriori* la plupart des compromis qui façonnent les conventions internationales. Il est vrai en l'occurrence que la complémentarité est apparue très tôt dans le processus comme la condition *sine qua non* de l'acceptation du futur Statut. Mais acceptable par qui, exactement ? Qui furent les principaux artisans de ce mécanisme, ce compromis quasiment ficelé dès le mois d'août 1997, lors de la quatrième session de la PrepCom ? Question difficile, et réponse embarrassante. Car la complémentarité ne fut pas, comme d'autres points sensibles du Statut, une concession faite par les Etats pilotes à ceux qui étaient plus réservés ; elle fut l'œuvre de tous, le point de rencontre entre les partisans et les adversaires du projet, car tous étaient d'accord pour que la Cour n'exerce aucune primauté de juridiction et ne vienne donc pas se substituer *a priori* aux systèmes judiciaires nationaux « performants ». A cet égard, il n'est pas inutile de souligner que la complémentarité est parfois considérée, par ses avocats les plus assidus, non seulement comme un outil de régulation profitant aux systèmes vertueux, mais aussi comme un moyen de substituer la « bonne justice » de La Haye à la justice moins reluisante, et plus brutale, de certains Etats, qui pourtant semblent déterminés à punir – sévèrement – les auteurs des crimes les plus graves. Ainsi s'expliquent les nombreux appels lancés pour que les affaires visant les anciens fidèles du régime du colonel Kadhafi soient transférées à la CPI, la justice libyenne ne répondant pas aux exigences les plus élémentaires du procès équitable²⁰. La chambre d'appel de la CPI a apporté à ces questions difficiles des réponses nuancées²¹.

A la complémentarité se sont ensuite ajoutées les « vraies » concessions, les offrandes au temple du réalisme politique, et notamment les conditions préalables au déclenchement des enquêtes et poursuites, qui privent la CPI d'une véritable compétence universelle, sauf lorsqu'elle est saisie par le Conseil de sécurité. Il faut à

¹⁸ Cette situation implique, pour la première fois, des ressortissants de l'un des membres du groupe des Etats pilotes, le Royaume-Uni.

¹⁹ La décision de retrait du Statut de Rome prise par le gouvernement de Pretoria a été déclarée inconstitutionnelle par la *High Court* le 22 février 2017, en raison d'un défaut de consultation du Parlement, et les autorités sud-africaines ont donc été conduites à renoncer – provisoirement – à leur projet.

²⁰ Richard DICKER : « It's Time for Saif al-Islam Gaddafi to Go to The Hague », *Think Africa Press*, 29 août 2013, [<https://www.hrw.org/news/2013/08/29/its-time-saif-al-islam-gaddafi-go-hague>].

²¹ CPI, ChA., *Kadhafi*, 21 mai 2014 ; CPI, ChA., *Al Senussi*, 24 juillet 2014. Voy. Raphaëlle MAISON, *Justice pénale internationale*, Paris, PUF, 2017, pp. 101-102.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

cet égard souligner l'ironie qui consiste à doter l'organe politique tant critiqué de la seule possibilité d'affranchir la Cour des critères de rattachement personnel ou territorial qu'elle doit normalement établir avec un crime pour pouvoir en connaître. Comment le Conseil de sécurité, sous l'emprise de ses membres permanents, majoritairement hostiles à la Cour, pourra-t-il s'accommoder des principes généraux du droit pénal, et notamment du principe d'égal traitement devant la loi ?

La dynamique des négociations trouva donc aussi sa force dans l'alliance objective entre des Etats attentifs avant tout à limiter le champ d'action matériel, personnel et territorial de la nouvelle juridiction, et d'autres Etats sincèrement désireux d'établir une Cour indépendante et efficace, mais tout autant soucieux de ne pas autoriser cette même Cour à exercer son indépendance et son efficacité en se substituant à leurs systèmes judiciaires nationaux. Certains Etats n'appartiennent à aucun de ces deux camps. Ceux qui, faute de moyens ou de volonté, ne participèrent pas activement aux négociations, ceux qui ne furent pas suffisamment déterminés pour monter dans les wagons des Etats pilotes et influencer le cours des choses, ou à l'inverse qui ne furent pas assez robustes pour combattre le projet, se tenir à l'écart du processus de ratification ou conclure des alliances avec plus puissants qu'eux, ces Etats-là, précisément, deviennent aujourd'hui le terrain de prédilection des premières actions de la Cour.

Ainsi, les négociations préalables à la mise en place de la CPI ont creusé un double déficit : en exonérant *a priori* les Etats eux-mêmes du nouveau champ de responsabilité, puis en orientant l'action judiciaire internationale vers les systèmes nationaux les plus démunis. A ces carences, s'en ajoute une autre qui découle des deux premières et qui touche plus directement le cœur des fonctions confiées à la Cour. Le processus d'élaboration du Statut de Rome a donné naissance à un nouveau champ d'expertise, immédiatement occupé par de multiples ouvriers qualifiés : juges, enquêteurs, légistes, avocats, académiques, archivistes, tous se sont précipités pour adapter leurs instruments de travail. Mais si l'expert s'empare d'un système et le perfectionne, il le remet rarement en cause. Or, ce que les négociations ont livré à Rome, c'est un système purement et strictement répressif, une grille de lecture pénale qui ignore les causes profondes des crimes pour ne saisir que l'écume de la vague. Sans doute est-il naïf de penser, ou de rêver, à autre chose. Mais il est tout aussi naïf de croire que le processus de Rome fut un aboutissement, tant il est vrai que les négociations n'ont fait, à bien des égards, que reproduire les antennes du passé.

A Rome, et avant cela à New York, nombre d'ONG répétaient à l'envi qu'il n'y a pas de paix sans justice. La portée de cette formule ne réside pas seulement dans son sens premier – éviter que les processus de paix ne se fassent au détriment de la justice due aux victimes, elle est aussi à rechercher dans le rapport complexe, ambigu, qu'entretenait le droit avec la guerre. Cette ambiguïté remonte aux origines, aux champs de bataille de Solferino qui choquèrent tant Henri Dunant : faut-il se contenter d'introduire la règle dans le dérèglement, ou bien faut-il chercher à dérégler le dérèglement ? Tant que la justice internationale se contentait de monter dans les blindés des vainqueurs des conflits mondiaux, à Versailles ou Nuremberg, la réponse à cette question s'imposait d'évidence : les juristes sont au service du camp qui triomphe. D'une façon différente, le phénomène se reproduisit pour l'ex-Yougoslavie et le

Rwanda : la justice est l'instrument tardif d'une communauté internationale culpabilisée par sa propre impuissance. Ce n'est qu'à Rome, finalement, que la question pouvait se poser réellement pour la première fois, dans toute sa plénitude. Quel rôle le droit international peut-il jouer dans la conduite des affaires du monde ? Quelle place lui revient dans la prévention et la résolution des conflits armés ? Quelle paix la justice peut-elle favoriser ?

Nous connaissons aujourd'hui les réponses, ou plutôt, nous savons que la CPI a vu le jour sans qu'aucune réponse claire n'y ait été apportée. C'est un progrès majeur, nul ne peut en douter, car l'immixtion dans le paysage international d'un organe judiciaire, même encore fragile, peut et doit contribuer à apporter une réponse nouvelle aux crises de notre temps. En outre, à force de manipuler leurs instruments et de creuser des tranchées selon des lignes préétablies, les juristes pourraient finir par s'en écarter et trouver des sources d'énergie insoupçonnées. Il n'en demeure pas moins que les négociations de la CPI n'ont pas offert au droit et à la justice la place du sujet ; ils demeurent cantonnés au rôle d'objet.

La Cour n'est certes pas une illusion, mais elle risque de faire diversion. Elle focalise l'attention et nous conduit parfois à détourner notre regard d'autres réalités. Dans l'enchaînement tragique des événements qui mènent à la violence de masse, la Cour peut « au moins » nous offrir une réponse, « au moins » nous permettre de soulager notre frustration et notre colère par son activité techniquement maîtrisée et riche en symboles, aboutissant « au moins » à la condamnation de quelques criminels. En braquant la lumière crue de ses projecteurs sur la responsabilité pénale individuelle, la Cour ne risque-t-elle pas de gommer la complexité des guerres, des violences, des misères humaines, avec leur cortège de pillages économiques et de dévastations environnementales, avec aussi, et surtout, leurs jeux d'alliances qui vont bien au-delà de la définition de la complicité retenue par le Statut de Rome ? Les négociations ont souvent traduit la volonté des Etats de confier à la Cour l'accessoire pour qu'elle oublie le principal ; elle doit désormais s'efforcer de ne pas ressembler aux lois que Jonathan Swift comparait « aux toiles d'araignées, qui attrapent les petites mouches, mais laissent passer les guêpes et les frelons »²².

Antoine BUCHET

Magistrat en disponibilité, conseiller juridique à la Commission européenne,
ancien membre de la délégation de la France (1996-1999)

Immi TALLGREN

Maître de conférences à l'Université de Helsinki,
ancien membre de la délégation de la Finlande (1995-1999)

BIBLIOGRAPHIE

Cherif BASSIOUNI, « Historical Survey : 1919-1998 », in Cherif BASSIOUNI (dir.), *Statute of the International Criminal Court: A Documentary History*, New York, Transnational Publishers, 1998, 793 p. ; Philippe KIRSCH et John T. HOLMES, « The Rome Conference on an International Criminal Court : The Negotiating Process », *AJIL*, Vol. 93, 1999, n°1,

²² Jonathan SWIFT, *Un essai critique sur les facultés de l'esprit, 1707-1711*.

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE – QUESTIONS CHOISIES

pp. 2-12 ; Roy S. LEE, « The Rome Conference and its Contribution to International Law », in Roy S. LEE (dir.), *The International Criminal Court: The Making of the Rome Statute*, La Haye, Kluwer Law International, 1999, pp. 1-39 ; Mauro POLITI, « Le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale : le point de vue d'un négociateur », *RGDIP*, 1999, n°4, pp. 817-850 ; Leila Nadya SADAT, *The International Criminal Court and the Transformation of International Law: Justice for the New Millenium*, Ardsley, New York, Transnational Publishers, 2002, pp. 1-19 ; William A. SCHABAS, *The International Criminal Court: A Commentary on the Rome Statute*, Oxford University Press, 2^e éd., 2016, pp. 8-21 ; John WASHBURN, « The Negotiations of the Rome Statute for the International Criminal Court and International Lawmaking in the 21st Century », *Pace International Law Review* Vol. 11, 1999, pp. 361-377 ; Jean-François DOBELLE, « La convention de Rome portant statut de la Cour pénale internationale », *AFDI* 1998, p. 356. Pour une analyse polémique, dans le style fictionnel d'une « quête personnelle », voy. Immi TALLGREN, « We Did It ? The Vertigo of Law and Everyday Life at the Diplomatic Conference on the Establishment of an ICC », *Leiden Journal of International Law*, Vol. 12, 1999 pp. 683-707.

TABLE DES MATIÈRES

TOME 1

In limine

Julian FERNANDEZ, Xavier PACREAU, Muriel UBEDA-STAILLARD avec le concours de Manon DOSEN	3
Liste des auteurs	7
Avant-propos à la première édition Robert BADINTER.....	13
Préface Emmanuel DECAUX.....	17
Sommaire	23
Liste des acronymes et abréviations	25

I. CONTRIBUTIONS PRÉALABLES

1. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES

La Cour pénale internationale comme un objet historique Xavier PACREAU	33
La Cour pénale internationale comme un objet politique. Cour pénale internationale et politique internationale : essai de conceptualisation Frédéric MÉGRET	55
La Cour pénale internationale comme un objet juridique. A propos de la condition juridique de la CPI Muriel UBÉDA-STAILLARD.....	83
La Cour pénale internationale et les victimes d'atrocités Aurélien LEMASSON.....	97
La Cour pénale internationale, la lutte contre l'impunité et la prévention des crimes internationaux Sévane GARIBIAN et Marion VIRONDA-DUBRAY	117
Les relations entre la justice transitionnelle et le Statut de Rome Xavier PHILIPPE et Jean-Pierre MASSIAS.....	139
La Cour pénale internationale et les États Mohamed BENNOUNA et Hala EL AMINE	163
La Cour pénale internationale et les Nations Unies Annalisa CIAMPI	181
La Cour pénale internationale et le maintien de la paix Anne-Laure CHAUMETTE	199

COMMENTAIRE DU STATUT DE ROME DE LA CPI,
PEDONE, PARIS, 2019

TABLE DES MATIÈRES

Les Etats-Unis et la Cour pénale internationale Julian FERNANDEZ	213
L'« Afrique » et la Cour pénale internationale Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER	229
La CPI et les organisations non gouvernementales : vingt ans plus tard Gaëlle BRETON-LE GOFF	255

2. LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

QUESTIONS CHOISIES

Sur la route de Rome : les négociations préalables à l'adoption du Statut de la Cour pénale internationale Antoine BUCHET et Immi TALLGREN	275
Bilan des quinze premières années de la Cour pénale internationale Paola GAETA et Patryk I. LABUDA	299
Les incidences du droit international des droits de l'homme sur l'organisation de la procédure devant la CPI Ioannis PANOUSSIS et Marthe RICHE	323
L'organisation de la défense Philippe CURRAT	343
La procédure pénale devant la CPI Jean-Marie BIJU-DUVAL	351
La Conférence de révision du Statut de Rome Fabrice LEGGERI et Fabien GOUTTEFARDE	373
La compétence de la Cour pénale internationale sur le crime d'agression François ALABRUNE	391
L'Assemblée des Etats parties Lara DANGUY DES DÉSERTS	407
Le Statut en pratique : saisie des faits et délibération Julien SEROUSSI et Franck LEIBOVICI	421

II. COMMENTAIRE ARTICLE PAR ARTICLE DU STATUT DE ROME

Préambule Eric DAVID	441
-------------------------------	-----

CHAPITRE I. INSTITUTION DE LA COUR

Article 1. La Cour Abdoul Aziz MBAYE et Sam Sasan SHOAMANESH	453
Article 2. Lien de la Cour avec les Nations Unies Xavier PACREAU	469
Article 3. Siège de la Cour Gérard CAHIN	483
Article 4. Régime et pouvoirs juridiques de la Cour Gérard CAHIN	501

CHAPITRE II. COMPÉTENCE, RECEVABILITÉ ET DROIT APPLICABLE

Article 5. Crimes relevant de la compétence de la Cour	
Caroline LALY-CHEVALIER et Elsa MARIE	517
Article 6. Crime de génocide	
Olivier BEAUVALLET	531
Article 7. Crimes contre l'humanité	
Yann JUROVICS	567
Article 8. Crimes de guerre	
Marina EUDES	627
Article 8 ^{bis} . Crime d'agression	
Xavier PACREAU	687
Article 9. Eléments des crimes	
Salvatore ZAPPALA	709
Article 10.	
Mohamed BENNOUNA	727
Article 11. Compétence <i>ratione temporis</i>	
Julien CAZALA et Menent SAVAS-CAZALA	733
Article 12. Conditions préalables à l'exercice de la compétence	
Nicolas HAUPAIS	747
Article 13. Exercice de la compétence	
Fannie LAFONTAINE et Fabrice BOUSQUET	775
Article 14. Renvoi d'une situation par un Etat partie	
Olivier DE FROUVILLE	797
Article 15. Le Procureur	
Raphaëlle NOLLEZ-GOLDBACH	821
Article 15 ^{bis} . Exercice de la compétence à l'égard du crime d'agression (Renvoi par un Etat, de sa propre initiative)	
Xavier PACREAU	837
Article 15 ^{ter} . Exercice de la compétence à l'égard du crime d'agression (renvoi par le Conseil de sécurité)	
Xavier PACREAU	845
Article 16. Sursis à enquêter ou à poursuivre	
Hala EL AMINE	849
Article 17. Questions relatives à la recevabilité	
Abdoul Aziz MBAYE et Sam Sasan SHOAMANESH	867
Article 18. Décision préliminaire sur la recevabilité	
Silvain SANA	895
Article 19. Contestation de la compétence de la Cour ou de la recevabilité d'une affaire	
Laurent TRIGEAUD	919
Article 20. <i>Ne bis in idem</i>	
Diane BERNARD	941
Article 21. Droit applicable	
Nathalie CLARENC BICUDO	957

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT PÉNAL

Article 22. <i>Nullum crimen sine lege</i>	
Valérie MALABAT	979
Article 23. <i>Nulla poena sine lege</i>	
Damien SCALIA	993
Article 24. Non-rétroactivité <i>rationae personae</i>	
Damien SCALIA	1005
Article 25. Responsabilité pénale individuelle	
Ghislain MABANGA	1011
Article 26. Incompétence à l'égard des personnes de moins de 18 ans	
Etienne GOUIN	1063
Article 27. Défaut de pertinence de la qualité officielle	
Xavier AUREY	1071
Article 28. Responsabilité des chefs militaires et autres supérieurs hiérarchiques	
Cyril LAUCCI	1095
Article 29. L'imprescriptibilité	
Gesa DANNENBERG	1121
Article 30. Élément psychologique	
Fiana GANTHERET	1135
Article 31. Motifs d'exonération de la responsabilité pénale	
Didier REBUT	1151
Article 32. Erreur de droit ou erreur de fait	
Alexis MARIE	1167
Article 33. Ordre hiérarchique et ordre de la loi	
Virginie SAINT JAMES	1179

CHAPITRE IV. COMPOSITION ET ADMINISTRATION DE LA COUR

Article 34. Organes de la Cour	
Claire CRÉPET DAIGREMONT	1195
Article 35. Exercice des fonctions des juges	
Péter KOVÁCS	1205
Article 36. Qualifications, candidature et élection des juges	
Péter KOVÁCS	1215
Article 37. Sièges vacants	
Péter KOVÁCS	1231
Article 38. La Présidence	
Hirad ABTAHI	1237
Article 39. Les Chambres	
Hirad ABTAHI	1253
Article 40. Indépendance des juges	
Faustin Z. NTOUBANDI	1259
Article 41. Décharge et récusation des juges	
Faustin Z. NTOUBANDI	1265

COMMENTAIRE DU STATUT DE ROME DE LA CPI

Article 42. Le Bureau du Procureur	
Isabelle MOULIER	1271
Article 43. Le Greffe	
Bruno CATHALA, Barbara HILD et Natacha SCHAUDER.....	1285
Article 44. Le personnel	
Idris FASSASSI.....	1327
Article 45. Engagement solennel	
Idris FASSASSI.....	1337
Article 46. Perte de fonctions	
Idris FASSASSI.....	1341
Article 47. Sanctions disciplinaires	
Idris FASSASSI.....	1351
Article 48. Privilèges et immunités	
Mouloud BOUMGHAR	1357
Article 49. Traitements, indemnités et remboursement de frais	
Idris FASSASSI.....	1379
Article 50. Langues officielles et langues de travail	
Philippe CURRAT	1385
Article 51. Règlement de procédure et de preuve	
Jean-Pierre FOFÉ DJOFIA MALEWA	1399
Article 52. Règlement de la Cour	
Jean-Louis ATANGANA AMOUGOU.....	1419

TOME 2

Sommaire	1443
----------------	------

CHAPITRE V. ENQUÊTE ET POURSUITES

Article 53. Ouverture d'une enquête	
Gilbert BITTI.....	1447
Article 54. Devoirs et pouvoirs du Procureur en matière d'enquêtes	
Pierre BELBENOIT-AVICH.....	1519
Article 55. Droits des personnes dans le cadre d'une enquête	
Abdoul Aziz MBAYE et Sam Sasan SHOAMANESH.....	1547
Article 56. Rôle de la Chambre préliminaire dans le cas où l'occasion d'obtenir des renseignements ne se présentera plus	
Nicolas JEANNE	1571
Article 57. Fonctions et pouvoirs de la Chambre préliminaire	
Marie MATHIAUD.....	1583
Article 58. Délivrance par la Chambre préliminaire d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître	
Silvain SANA	1609
Article 59. Procédure d'arrestation dans l'Etat de détention	
Marc DUBUISSON et Marie Alvine TCHEKANDA.....	1635

TABLE DES MATIÈRES

Article 60. Procédure initiale devant la Cour Dov JACOBS	1653
Article 61. Confirmation des charges avant le procès Leïla BOURGUIBA.....	1675

CHAPITRE VI. LE PROCÈS

Article 62. Lieu du procès Emmanuel GUEMATCHA	1705
Article 63. Procès en présence de l'accusé Daniel Didier PREIRA, Abdoul Aziz MBAYE et Sam Sasan SHOAMANESH	1717
Article 64. Fonctions et pouvoirs de la Chambre de première instance Thomas KÖRNER et Bruno COTTE.....	1741
Article 65. Procédure en cas d'aveu de culpabilité Michel MASSÉ	1787
Article 66. Présomption d'innocence Michel MASSÉ	1801
Article 67. Droits de l'accusé Xavier-Jean KEÏTA, Claire FOURÇANS, Géraldine DANHOUI, Marjorie MASSELOT, Daniel Didier PREIRA, Abdoul Aziz MBAYE et Sam Sasan SHOAMANESH	1821
Article 68. Protection et participation au procès des victimes et des témoins Paolina MASSIDDA et Caroline WALTER	1869
Article 69. Preuve Carsten STAHN et Rafael BRAGA DA SILVA	1901
Article 70. Atteintes à l'administration de la justice Daphné DREYSSE	1929
Article 71. Sanctions en cas d'inconduite à l'audience Daphné DREYSSE	1939
Article 72. Protection de renseignements touchant à la sécurité nationale Charlotte BEAUCILLON.....	1947
Article 73. Renseignements ou documents émanant de tiers Charlotte BEAUCILLON.....	1961
Article 74. Conditions requises pour la décision Volker NERLICH.....	1969
Article 75. Réparation en faveur des victimes Sarah PELLET	1985
Article 76. Prononcé de la peine Damien SCALIA	2007

CHAPITRE VII. LES PEINES

Article 77. Peines applicables Damien SCALIA	2015
Article 78. Fixation de la peine Damien SCALIA	2025
Article 79. Fonds au profit des victimes Pieter DE BAAN et Esther SAABEL	2035

Article 80. Le Statut, l'application des peines par les Etats et le droit national Damien SCALIA	2059
---	------

CHAPITRE VIII. APPEL ET RÉVISION

Article 81. Appel d'une décision sur la culpabilité ou la peine Laurent TRIGEAUD	2067
Article 82. Appel d'autres décisions Fadi EL ABDALLAH	2093
Article 83. Procédure d'appel Laurent TRIGEAUD	2109
Article 84. Révision d'une décision sur la culpabilité ou la peine Catherine MAIA	2123
Article 85. Indemnisation des personnes arrêtées ou condamnées Daphné DREYSSE	2137

CHAPITRE IX. COOPÉRATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article 86. Obligation générale de coopérer Abdoul Aziz MBAYE	2147
Article 87. Demandes de coopération : dispositions générales Annalisa CIAMPI	2177
Article 88. Procédures disponibles selon la législation nationale Hélène RASPAIL	2201
Article 89. Remise de certaines personnes à la Cour Julien CAZALA	2213
Article 90. Demandes concurrentes Julien CAZALA	2227
Article 91. Contenu de la demande d'arrestation et de remise Julien CAZALA	2241
Article 92. Arrestation provisoire Julien CAZALA	2251
Article 93. Autres formes de coopération Julien DÉTAIS et Sandrine DE SENA	2259
Article 94. Sursis à exécution d'une demande à raison d'une enquête ou de poursuites en cours Christophe DEPREZ	2273
Article 95. Sursis à exécution d'une demande en raison d'une exception d'irrecevabilité Pascal TURLAN	2279
Article 96. Contenu d'une demande portant sur d'autres formes de coopération visées à l'article 93 Julien DÉTAIS et Sandrine DE SENA	2297
Article 97. Consultations Christophe DEPREZ	2303

TABLE DES MATIÈRES

Article 98. Coopération en relation avec la renonciation à l'immunité et le consentement à la remise	
Muriel UBEDA-SAILLARD.....	2309
Article 99. Exécution des demandes présentées au titre des articles 93 et 96	
Julien DÉTAIS et Sandrine DE SENA	2327
Article 100. Dépenses	
Ottavio QUIRICO	2337
Article 101. Règle de la spécialité	
Ottavio QUIRICO	2345
Article 102. Emploi des termes	
Ottavio QUIRICO	2355

CHAPITRE X. EXÉCUTION

Article 103. Rôle des Etats dans l'exécution des peines d'emprisonnement	
Faustin Z. NTOUBANDI.....	2363
Article 104. Modification de la désignation de l'Etat chargé de l'exécution	
Faustin Z. NTOUBANDI.....	2371
Article 105. Exécution de la peine	
Cheihk A.B. FALL	2375
Article 106. Contrôle de l'exécution de la peine et conditions de détention	
Faustin Z. NTOUBANDI.....	2381
Article 107. Transfèrement du condamné qui a accompli sa peine	
Manon DOSEN et Faustin Z. NTOUBANDI.....	2387
Article 108. Limites en matière de poursuites ou de condamnations pour d'autres infractions	
Faustin Z. NTOUBANDI.....	2399
Article 109. Exécution des peines d'amende et de mesures de confiscation	
Cheihk A.B. FALL	2405
Article 110. Examen par la Cour de la question d'une réduction de peine	
Faustin Z. NTOUBANDI.....	2411
Article 111. Evasion	
Faustin Z. NTOUBANDI.....	2417

CHAPITRE XI. ASSEMBLÉE DES ETATS PARTIES

Article 112. Assemblée des Etats parties	
Lorenzo GRADONI.....	2423

CHAPITRE XII. FINANCEMENT

Article 113. Règlement financier et règles de gestion financière	
Jenifer PRADES	2461
Article 114. Règlement des dépenses	
Emmanuel BOURDONCLE.....	2471
Article 115. Ressources financières de la Cour et de l'Assemblée des Etats parties	
Manon DOSEN et Lola MAZE	2481

COMMENTAIRE DU STATUT DE ROME DE LA CPI

Article 116. Contributions volontaires Camille CRESSENT	2499
Article 117 : Calcul des contributions Camille CRESSENT	2507
Article 118. Vérification annuelle des comptes Rachel LUCAS	2515

CHAPITRE XIII. CLAUSES FINALES

Article 119. Règlement des différends Emmanuel DECAUX	2525
Article 120. Réserves Frédérique COULÉE	2533
Article 121. Amendements Veronika BILKOVA	2547
Article 122. Amendements aux dispositions de caractère institutionnel Veronika BILKOVA	2567
Article 123. Révision du statut Lorenzo GRADONI	2575
Article 124. Disposition transitoire Abdoul Aziz MBAYE et Pascal CHENIVESSE	2591
Article 125. Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion Gérard TEBOUL	2607
Article 126. Entrée en vigueur Robert KOLB	2637
Article 127. Retrait Robert KOLB	2647
Article 128. Textes faisant foi Robert KOLB	2659
Postface La Cour pénale internationale à l'épreuve Serge SUR	2665

ANNEXES

La CPI en un « clin d'œil » Eglantine MORFOUACE	2679
Etat des lieux des enquêtes et poursuites Olivier BEAUVALLET	2697
Règlement de procédure et de preuve	2707
Règlement de la Cour	2773
Eléments des crimes	2813
Rome Statute of the International Criminal Court	2847
Index thématique	2907

STATUT DE ROME DE LA COUR PÉNALE INTERNATIONALE

Commentaire article par article

Le Statut de Rome a été conclu le 17 juillet 1998 et il est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002. Depuis, les chambres de la Cour pénale internationale ont déjà fait œuvre d'un intense travail judiciaire en parallèle d'une politique pénale développée par les procureurs Luis Moreno Ocampo et Fatou Bensouda. Qu'elle soit saisie par les Etats, par le Conseil de sécurité ou par le Procureur agissant *proprio motu*, la première juridiction pénale internationale permanente s'est imposée comme un acteur incontournable des relations internationales dont le Statut constitutif est opposable à plus de 120 Etats.

Cette nouvelle édition du *Commentaire du Statut de Rome, article par article*, propose une analyse précise des 128 dispositions du Statut, complétée par plusieurs contributions préalables transversales qui abordent des aspects ne pouvant être traités de façon exhaustive dans le corps de l'ouvrage. A cette fin sont rassemblées les contributions de 125 auteurs qu'ils soient universitaires, membres des différents organes de la Cour, conseils et membres d'autres organisations internationales ou d'institutions nationales dont l'activité est liée à l'action de la juridiction.

Unique commentaire francophone dédié à la Cour pénale internationale, cet ouvrage de référence, primé par l'Institut de France, se veut tant au service de la recherche que de la pratique.

Direction :

Julian Fernandez est agrégé de droit public et Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)

Xavier Pacreau est Maître de conférences en droit public à l'Université catholique de Lille

Muriel Ubéda-Saillard est agrégée de droit public et Professeure à l'Université de Lille

Coordination :

Manon Dosen est doctorante en droit public, ATER à l'Université Nice Sophia Antipolis

Avec le soutien de l'Université Panthéon-Assas, de l'Université catholique de Lille et de l'OIF



ISBN 978-2-233-009525-8